



Inde

Un horizon politique fracturé

Cheyenne Krishan

La multiplication des partis politiques indiens, ces dernières décennies, témoigne de la démocratisation de la sphère politique du sous-continent. Elle a aussi imposé aux partis nationaux comme le Parti du peuple indien (B.J.P.) et le parti du Congrès de repenser leurs stratégies électorales.

La plus grande démocratie du monde se prépare à élire un nouveau gouvernement au plus tard au mois d'octobre 2004. Après cinq ans de pouvoir nationaliste hindou, le parti du Congrès, autrefois maître des affaires à New Delhi, est-il en mesure de renverser la tendance ?

LE PARTI DE L'INDÉPENDANCE

Organisation historique, le parti congressiste était la tribune de ceux qui luttèrent pour l'indépendance. Les pères de la nation, sortis de ses rangs, instaurèrent

un système fédéral démocratique séculier et donc pluraliste à même d'accueillir la diversité du sous-continent. Véritable pieuvre, le parti du Congrès articule toutes les tendances, du nationalisme hindou au marxisme, il est le réceptacle du jeu politique indien. Lors des dix premières années de l'indépendance, les congressistes tiennent le Centre et vingt-deux des vingt-trois assemblées étatiques. D'autres formations existent, le Kerala élit une assemblée communiste en 1957, mais seul le parti du Congrès incarne la jeune nation indienne.

Nehru meurt en 1966 et le parti perd alors un peu de son omnipotence. Sa fille, Indira Gandhi, lui succède et amorce un cycle de succession dynastique encore en vigueur aujourd'hui. Le Congrès continue à diriger au Centre, mais la gestion de Gandhi ne fait pas l'unanimité. Elle mène une campagne populiste qui se heurte à un front conservateur puissant, parallèlement les partis régionaux s'affirment. La main de fer d'Indira étouffe les dirigeants étatiques du parti congressiste et ouvre la voie à d'autres formations politiques.

La force du Congrès reposait en grande partie sur sa souplesse, sa capacité à articuler des intérêts divergents, et sur la loyauté de ses dirigeants locaux. À partir des années soixante, les dissensions au sein du parti se font plus visibles. Le Congrès se scinde en 1969 et d'autres formations, comme le Lok Dal de Biju Patnaik, s'en détachent.

Il faut néanmoins attendre les élections de 1977 pour trouver, pour la première fois, une autre formation au pouvoir. Indira Gandhi avait proclamé l'état d'urgence en 1975 pour éviter des embarras juridiques, et durant deux ans elle avait dirigé le pays sans concessions.

Lors des élections de 1977, les forces de l'opposition se regroupèrent au sein du Janata Dal, de Jaya Prakash Narayan, leader respecté de la lutte pour l'indépendance, pour empêcher le Congrès de rester

au pouvoir. C'était bien là leur seul point commun. Ils ne régnèrent à Delhi que durant deux ans.

Le Congrès reprend la tête du gouvernement en 1980, mais il n'est plus le même. La corruption et le factionnalisme rongent le parti, la société indienne évolue et le Congrès n'est plus fédérateur de ses intérêts. Indira et ensuite Rajiv Gandhi multiplient les manœuvres pour exploiter l'un ou l'autre clivage social et surtout religieux. La nouvelle devise du parti est en fait l'opportunisme politique. L'électorat désabusé souffre — pour le dire en bref — du syndrome Tina (*There is no alternative*).

V.P. Singh, ancien ministre des Finances de Rajiv Gandhi, mène la coalition du Front Uni à la victoire en 1989; il restera deux ans au pouvoir. Deux ans durant lesquels les nationalistes hindous, notamment grâce au Mouvement pour la rétrocession du lieu de naissance de Ram — déité majeure du panthéon hindou —, fortifieront leur base électorale, pour, au milieu des années nonante, combler une partie du vide laissé par le Congrès.

LA FRAGMENTATION

L'arène politique indienne des années nonante est caractérisée par trois phénomènes concurrents, la dégénérescence du Congrès, la montée en puissance du B.J.P. et l'affirmation politique de formations identitaires et régionales.

Le rétrécissement du Congrès, le travail de mobilisation religieuse

effectué par les organisations de base du nationalisme hindou et l'absence d'alternative propulsent le B.J.P., jusqu'alors marginal, au devant de la scène politique. Il devient le plus grand parti de l'opposition en 1991. Après s'être rapproché du Mouvement pour la rétrocession du lieu de naissance (supposé) de Ram, qui s'acheva par la destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992, le B.J.P. s'éloigna des organisations extrémistes hindoues, de peur de s'aliéner l'électorat indien.

Parallèlement au repositionnement des deux grandes formations politiques nationales, de nombreux petits partis viennent s'insérer dans le jeu électoral. Le foisonnement des formations politiques identitaires reflète des changements profonds de la société indienne. Des pans entiers de la population, absents des débats au sortir de l'indépendance, trouvent une voix politique. Parmi eux les paysans du nord de l'Inde qui forment le Lok Dal et le Janata Dal. Ce fut ensuite autour des basses castes et des intouchables de s'engouffrer dans la brèche électorale. En 1986, Kanshi Ram, un intouchable, crée le Bahujan Samaj Party pour représenter les intérêts de sa caste; son organisation s'établit dans le nord de l'Inde et occupe aujourd'hui le gouvernement d'Uttar Pradesh. Au Bihar, Laloo Prasad Yadav, du Janata Dal, prend le pouvoir de 1990 à 1997 avec la bénédiction des castes intermédiaires. D'autres forma-

tions apparaissent pour répondre au besoin de groupes divers et mieux représenter les intérêts régionaux dans le cadre national.

Ces intérêts sont souvent conflictuels. Lorsque le gouvernement de V.P. Singh décide de mettre en œuvre le rapport de la commission Mandal, en 1990, il provoque l'effroi des nationalistes hindous qui craignent que leur base électorale potentielle, les hindous, profondément divisés par le système des castes, ne se déchire. Le B.J.P. multiplie alors les marques de soutien au Mouvement pour la rétrocession du lieu de naissance de Ram, censé rapprocher la communauté hindoue.

Le déclin du Congrès, l'ascension du B.J.P. et l'essor de partis régionaux donnent lieu à une recomposition du paysage politique. On a aujourd'hui deux grands partis nationaux, le B.J.P. et le parti du Congrès, et une série de formations secondaires naviguant entre ces deux pôles et jouant « un parti contre l'autre ».

Les élections générales de 1991 sont encore remportées par le Congrès de Rao, mais ce sera la dernière fois qu'un parti remporte une majorité à l'assemblée nationale. Au mois de mai 1996, le B.J.P. devient le plus grand parti national. Il est supposé former le gouvernement après les élections de 1996, mais s'avère incapable de trouver des alliés électoraux et lais-

sera la place à la coalition du Front uni, composée d'un amalgame de petits partis.

Les nationalistes hindous, menés par A.B. Vajpayee, tirèrent les leçons de la défaite de 1996 et furent les premiers à s'adapter au nouveau paysage politique. Le B.J.P. mit en sourdine le projet peu conciliant d'établir une nation hindoue et s'attacha à rechercher des partenaires électoraux.

Les efforts du B.J.P. s'avèrent payants : lors des élections anticipées de 1998, il forme une coalition hétéroclite, qui occupera le pouvoir durant treize mois. À la suite du retrait de l'Aimdk du Tamil Nadu, le B.J.P. forme en 1999 une nouvelle coalition gouvernementale, l'Alliance démocratique nationale, toujours au pouvoir.

LE RETOUR DU PARTI DU CONGRÈS

A environ dix mois des prochaines élections générales, le parti du Congrès commande treize des vingt-huit assemblées étatiques que compte la fédération indienne, contre deux pour le B.J.P.

Des élections régionales viennent tout juste de s'achever dans quatre de ces États : le Madhya Pradesh, le Rajasthan, Chhattisgarh et le territoire de Delhi. Le Congrès est le parti sortant dans les quatre États.

Ces élections sont les premières depuis la réunion de Simla qui eut lieu le 17 juillet dernier. A cette occasion et pour la première fois, les cadres du parti ont décidé de

repenser leur stratégie électorale et d'opter pour la conclusion d'alliances régionales. Bien qu'il semble qu'il y ait encore un écart entre la volonté affichée par le parti, et ses actions sur le terrain.

En effet, à la veille des élections, le Congrès envisageait un rapprochement avec Mayawati, l'ancienne ministre en chef de l'Uttar Pradesh, et présidente du Bahujan Samaj Parti, le parti des intouchables, très présent au Madhya Pradesh et au Rajasthan. Mais celle-ci, à deux jours des résultats électoraux, avait d'ores et déjà déclaré qu'il n'était pas question de s'allier à d'autres partis. À Delhi et à Chhattisgarh les élections ont pris la forme d'un affrontement direct entre le B.J.P. et le parti du Congrès. Il reste donc à voir comment vont se nouer les prochaines alliances.

La multiplication des partis a causé une plus grande instabilité politique, mais elle témoigne aussi de la vigueur de la démocratie indienne, dont le pouvoir se décentralise au profit d'acteurs régionaux plus proches des aspirations populaires. Ils parviennent à surveiller les partis du Centre, soucieux de ne pas perdre leur soutien électoral.

Le comportement relativement prudent des nationalistes hindous ces cinq dernières années en est la preuve.

Le parti du Congrès se dit prêt à jouer le jeu des alliances électorales, la lutte risque d'être serrée lors des quatorzièmes élections à la Lok Sabha (Chambre basse).